

Le cycle migratoire tamoul, 1830-1950 *

Christophe GUILMOTO

Les transferts internationaux de main-d'œuvre sont souvent considérés comme un phénomène récent, propre aux économies capitalistes modernes à la différence des anciennes vagues d'immigration de peuplement qui ont notamment convergé vers les Amériques. Les migrations de travail ont pourtant une longue histoire en Asie et les exemples abondent qui concernent des populations chinoises ou indiennes depuis le XIX^{ème} siècle. L'objet de cet article est précisément de retracer l'histoire des migrations qui ont affecté une région de l'Inde du sud dont plusieurs centaines de milliers d'habitants ont essaimé autour de l'Océan Indien. Cette région, le Tamil Nadu ou pays tamoul (1), n'a en effet pas attendu le développement récent des échanges de population pour élargir son espace migratoire ; dès le milieu du siècle passé, sous l'ombrelle du régime colonial britannique, l'émigration outre-mer avait pris une ampleur considérable, et il est très vraisemblable que l'exode international y fut à la fois plus intense et plus durable que dans toute autre partie du sous-continent indien. En reliant politiquement un ensemble disparate de contrées, le système colonial avait, sans les abolir complètement, sensiblement réduit les distances historiques comme géographiques qui séparaient les colonies et ainsi créé les conditions favorables pour que s'opèrent de vastes mouvements de redistribution de populations. Parmi les ressources disponibles, la main-d'œuvre tamoule a d'ailleurs été la première exportée et il mérite d'être souligné que l'internationalisation du régime démographique, par l'intermédiaire des embarquements massifs vers les autres colonies, a même légèrement précédé l'intégration définitive de l'économie régionale au système mondial qui date plutôt de l'introduction des cultures d'exportation à la fin du siècle dernier (2).

* Cet article est dérivé d'un travail plus large consacré à l'histoire démographique du Tamil Nadu depuis la fin du XIX^{ème} siècle (Guilmoto, 1989). Mes recherches en Inde ont notamment été rendues possibles par l'hospitalité du Madras Institute of Development Studies et l'aide des bourses Romain Rolland du Ministère des Affaires Étrangères en 1986-87. Je remercie également la rédaction de la Revue Européenne des Migrations Internationales de ses suggestions.

LES MIGRATIONS ET LA PÉRIODE COLONIALE

Si l'on connaît peu de choses en termes statistiques des migrations dans l'Inde pré-coloniale, la répartition géographique des diverses communautés, comme les groupes linguistiques ou les castes, peut servir toutefois de bon indicateur de l'ampleur des migrations définitives à l'intérieur du sous-continent indien. Et à propos du pays tamoul, c'est plutôt l'image d'une forte immigration que reflète, dès le siècle dernier, la composition sociologique de la population, avec une forte implantation de populations *Télugu* en provenance d'Andhra, ainsi que de plus petites communautés originaires du Kerala, du Maharashtra ainsi que du très lointain Gujarat. Inversement, le peuplement tamoul hors de sa région historique est très peu important, hormis dans les régions limitrophes. La seule exception à la règle de la faible dispersion tamoule fut la colonisation tamoule du nord et de l'est de l'île de Ceylan, très antérieure aux premières incursions européennes dans l'Océan Indien (voir notre encadré sur les différentes populations tamoules). Les communautés tamoules présentes ailleurs, comme par exemple les marchands du Coromandel que les Portugais rencontrèrent à Malacca au XVI^{ème} siècle, ou les esclaves exportés vers l'Asie du sud-est, ne constituent guère des exemples significatifs d'émigration tamoule (3).

TAMOULS ET TAMOULS : NE PAS CONFONDRE

Le tamoul est avant tout une langue du sud de l'Inde, appartenant à la famille dravidienne qui se distingue des parlars principalement indo-iraniens du nord du pays (*hindi, urdu*). Avec le sanscrit, le tamoul dont les premiers écrits datent du début de l'ère chrétienne a donné naissance à la littérature la plus ancienne du sous-continent indien. En Inde du sud, la langue a avant tout prospéré dans la partie sud-est, appelée aujourd'hui Tamil Nadu ou pays tamoul, où elle a conservé sa dominance en dépit de l'apparition d'autres langues. On parle donc de Tamouls en Inde à propos de la population tamoulophone ; il ne s'agit parfois que des habitants issus de castes ou de sous-castes proprement tamoules comme les *Paraiyar* « parias », *Vellalar* intouchables (agriculteurs), ou au contraire, de manière plus large, de l'ensemble de la population originaire de l'État du Tamil Nadu (près de 55 millions d'habitants aujourd'hui). Les Tamouls se distinguent en Inde du sud des autres populations de langue dravidienne, et notamment des *Telugus* qui forment une des communautés linguistiques les plus nombreuses d'Inde. Ce sont ces Tamouls qui se sont répandus au XIX^{ème} dans les colonies européennes, des Antilles à Fidji en passant par la Malaisie. Notre article retrace leur cycle migratoire sur plus d'un siècle.

Les Tamouls de Sri Lanka doivent à l'actualité internationale une renommée plus médiatique. Ils descendent de communautés vivant au nord et à l'est de l'île de Ceylan, régions jadis envahies par les souverains tamouls du continent, et forment un groupe ethnique fort d'environ 2 millions d'habitants, revendiquant comme on le sait une plus large autonomie, voire l'indépendance. La présence sur l'île de ces Tamouls autochtones, appelés parfois Tamouls de Jaffna, est plus ancienne que celle, disons, des Français en Amérique du nord. En dépit de leur origine indienne et de la proximité géographique avec le Tamil Nadu, ils se sont au cours des siècles détachés progressivement du foyer culturel indien, bien qu'une majorité d'entre eux soit demeurée hindoue ; ils se distinguent ainsi clairement des immigrants indiens, d'origine également tamoule, qui se sont établis au centre de l'île sur les plantations coloniales (cf. Guilmo, 1987). La violence du conflit entre les Tamouls autochtones et la majorité cinghalaise, de langue non dravidienne et de culture bouddhiste, a conduit de nombreux Tamouls à chercher refuge en Inde, ainsi que dans les pays occidentaux où ils pouvaient accéder, sous certaines conditions, au statut de réfugiés.

Parmi les Tamouls présents en Europe de l'ouest, les plus visibles sont aujourd'hui les Sri Lankais qui ont fui leur pays ; leur arrivée massive dans les années 1980, facilitée par la porosité de l'ancienne frontière de Berlin-Ouest, a précipité leur reconversion de réfugiés politiques provisoirement déplacés en migrants économiques durablement installés en Europe (et notamment en France et en Allemagne). Leur rôle est significatif dans l'économie informelle des métropoles (cf. Vuddamalay, 1989 : 71).

Une importante communauté tamoule, qui est elle originaire d'Inde, vit également en France, et notamment dans la région parisienne. Il s'agit des familles de Tamouls natifs des Établissements Français des Indes (Pondichéry et Karikal) qui ont opté pour la nationalité française lors du rattachement des possessions françaises à l'Inde indépendante ou bien encore des descendants de Tamouls immigrants dans les anciennes colonies françaises (La Réunion...). Souvent catholiques et héritiers de la culture coloniale, les Tamouls de Pondichéry sont en train de se fondre dans la société française.

L'établissement définitif des Britanniques sur le sous-continent indien au début du XIX^{ème} siècle a singulièrement stimulé et réorienté les réseaux d'échanges, et la main-d'œuvre bon marché devait être une des premières matières premières que les Britanniques entreprirent d'exporter d'Inde. L'espace colonial britannique fournit le cadre privilégié pour ces mouvements, liant l'Inde aux autres colonies de l'Océan Indien, mais également à des contrées plus lointaines (Mélanésie, Caraïbe) et à d'autres colonies européennes (voir la figure 1). Durant les premières décennies du XIX^{ème} siècle, alors que la Grande-Bretagne asseyait sa position hégémonique dans les échanges internationaux, l'esclavage fut progressivement limité dans l'Empire jusqu'en 1834 quand les esclaves furent finalement tous affranchis. Très rapidement, le manque de main-d'œuvre servile que les Britanniques avaient installée sur les plantations tropicales (sucre, café, tabac, bananes, thé...) se fit sentir et les migrations internationales d'hommes libres remplacèrent le recrutement des esclaves ; les pays dont l'économie dépendait de l'importation continue d'esclaves durent en l'espace de quelques dizaines d'années trouver d'autres sources d'approvisionnement (*). Le sud de l'Inde, par sa position géographique favorable et l'importance de ses ports coloniaux, allait prendre une importance toute particulière dans ce nouveau système.

A Ceylan, les premiers immigrés arrivent à la fin des années 1820, puis augmentent durant la décennie suivante. Considérés comme « indentured labour » (main-d'œuvre liée par un contrat qu'elle ne pouvait guère dénoncer), ils étaient soumis à une réglementation quasi-militaire, à laquelle devait ultérieurement se substituer le système *kangani*, régime plus souple. Le début des recrutements pour la Malaisie fut presque simultané et date des années 1830. Les migrations vers Maurice sont tout aussi anciennes et ont drainé très vite plusieurs milliers de Tamouls (ainsi que des immigrants en provenance de Bombay). Durant les deux décennies qui suivent, les courants migratoires s'élargissent aux Mascareignes françaises (abolition de l'esclavage en 1848 dans les colonies françaises) et à la colonie de Natal en Afrique du sud qui compte toutefois une majorité d'Indiens de la Présidence de Bombay. La part des Tamouls dans l'émigration vers les Antilles et Fidji a été plus modeste ; toutefois, les Français qui possédaient des comptoirs portuaires en pays tamoul (Pondichéry et Karikal) importèrent un nombre conséquent de Tamouls vers la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ⁽⁵⁾. Les migrations étaient pratiquement toutes couvertes par de nombreuses réglementations limitatives, mais le gouvernement de l'Inde céda au fur et à mesure à la pression de la demande des planteurs des autres colonies et libéralisa les migrations. A partir du premier recensement de 1871, la plupart des flux migratoires sont devenus d'une importance marginale pour la population tamoule, sinon ceux vers Ceylan (Sri Lanka) et les Colonies du Déroit de Malacca (péninsule malaise et Singapour). Plus tardifs, les mouvements vers la Birmanie (Myanmar) ont fait suite à la progression de la conquête coloniale de l'arrière-pays birman. La dernière destination d'émigration fut sans doute Fidji avant la Première Guerre mondiale ⁽⁶⁾. Le tableau qui suit reprend les estimations de la population tamoule aux différentes dates des recensements de 1871 à 1981 dans ces trois anciennes colonies de la Couronne qui ont rassemblé l'immense majorité de l'émigration tamoule. Ont été inclus des chiffres plus récents, ceux de 1981, afin de donner une image de l'évolution des communautés issues de l'immigration longtemps après la fin de l'immigration de masse.

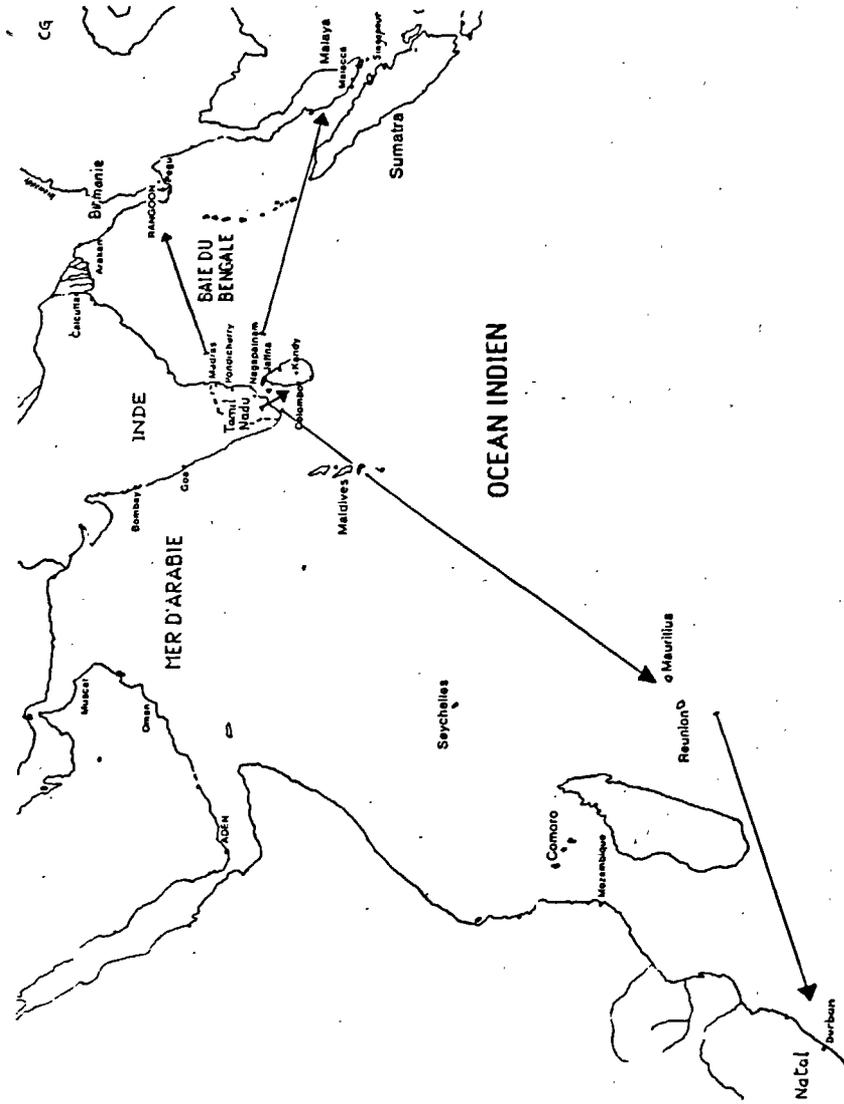


Fig. 1 : Le Tamil Nadu et les pays d'immigration tamoule autour de l'Océan Indien.

TABLEAU 1 : Population tamoule à Sri Lanka, en Birmanie et en Malaisie, 1871-1981

	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1946	1981
chiffres en milliers									
Sri Lanka	203,3	320,2	313,3	497,9	563,8	636,7	864,8	816,2	985,0
Malaisie	27,5	36,3	62,7	98,0	220,4	387,5	514,8	461,0*	1024,1**
Birmanie		35,1	71,4	99,6	125,7	152,3	184,1	90,0	50,0
Total	230,8	391,6	447,4	695,5	909,9	1175,5	1553,7	1357,2	2059,1
En proportion de la population du Tamil Nadu									
	1,5 %	2,5 %	2,5 %	3,6 %	4,4 %	5,4 %	6,6 %	4,9 %	4,3 %
notes : * : 1947 ** : 1980									
Sri Lanka : Population recensée des Tamouls et Moors d'Inde à partir de 1911. Chiffres pour 1981 (Guilmoto, 1987), Estimations indirectes avant 1911 à partir de l'ensemble de la population tamoule.									
Malaisie et Singapour : Population tamoulophone, estimations avant 1931 à partir de la population d'origine indienne.									
Birmanie : Population tamoulophone des recensements ; estimations libres pour 1946 et l'absence d'informations statistiques sources recensements des pays concernés et estimations (cf. Guilmoto 1989 : 179-206).									

Ce tableau 1 rassemble les statistiques censitaires permettant de dénombrer les effectifs de Tamouls expatriés ; les communautés autochtones, comme les Tamouls du nord de Ceylan, n'y figurent naturellement pas. La dernière ligne de ce tableau résume l'évolution de la population émigrée durant la seconde moitié de la période coloniale. Son poids démographique était déjà significatif en 1871, date des premiers recensements dans les colonies ; la population émigrée représentait alors 1,5 % de celle du pays tamoul indien, soit environ deux ans d'accroissement démographique régional dans les conditions moyennes de l'époque. Durant le siècle dernier, la taille de la population tamoule d'outre-mer fluctua en fonction directe des mouvements migratoires ; les populations immigrées sont effectivement peu sédentarisées, reviennent régulièrement au pays pour être remplacées par de nouveaux arrivants et sont profondément déséquilibrées du point de vue de la répartition des sexes. Mais au fur et à mesure, la population tamoule s'installe outre-mer et une réelle diaspora se constitue. Les familles se forment, avec une part toujours croissante de femmes parmi les migrants. La croissance interne de la population émigrée devient alors significative et le pourcentage des natifs de la Présidence de Madras décroît rapidement au profit de la « seconde génération » ; après la Seconde Guerre mondiale, les immigrés proprement dits représenteront moins de la moitié de la population ethnique tamoule, le restant de la communauté tamoule étant né

sur place. Depuis cette période, les échanges migratoires ont très fortement diminué, à l'exception de mouvements d'expulsion de population hors du Sri Lanka et de Birmanie ; on peut estimer en 1981 à 4,3 % le rapport de la population de la diaspora tamoule à celle du Tamil Nadu, proportion qui a légèrement baissé depuis les indépendances en raison des expulsions vers l'Inde. Manquant de séries numériques régulières et fiables, nous n'avons pas mentionné les effectifs tamouls recensés ailleurs, même si ils peuvent s'élever à plus de 100 000 personnes comme à La Réunion (estimation de 1987).

L'ampleur et la direction des flux migratoires selon les époques sont le produit complexe de l'action de trois facteurs : l'offre et la demande de main-d'œuvre d'une part et les conditions (politiques notamment) autorisant ces migrations de l'autre. L'analyse en termes de facteurs attractifs et répulsifs (*pull, push*) permet de mettre en évidence certaines périodes de l'histoire des échanges migratoires. Les illustrations classiques de l'action de ces facteurs sont les départs précipités par les critères démographiques en Inde du sud (1847, 1919 et surtout 1876-77) et les retours ou rapatriements de 1930-32 liés aux revers de conjoncture (voir la figure 2). Pourtant, ces facteurs sont difficilement dissociables ; on ne peut cyniquement isoler les conditions misérables du Tamil Nadu, ou à l'inverse l'intérêt étroit des planteurs, pour en faire un unique déterminant des migrations. Ce sont plutôt les transformations du système économique à partir du XIX^{ème} siècle qui définissent le cadre dans lequel vont opérer les mécanismes migratoires. A l'exception des régions côtières d'Inde du sud, l'espace économique était auparavant segmenté et enclavé à l'échelon régional et la main-d'œuvre restait peu mobile, étant souvent assignée statutairement à sa condition à l'échelon local (spécialisation professionnelle des castes). Sous l'effet de l'unification coloniale, le système des échanges s'est intensifié et diversifié ; l'internationalisation de l'économie coloniale a en outre globalisé le marché du travail, permettant de nouveaux transferts de main-d'œuvre. Simultanément, le régime capitaliste colonial a connu un essor rapide en certaines régions périphériques, notamment les zones pouvant accueillir des plantations ; cet essor reste évidemment lié à l'existence de réservoirs de main-d'œuvre mobile et bon marché.

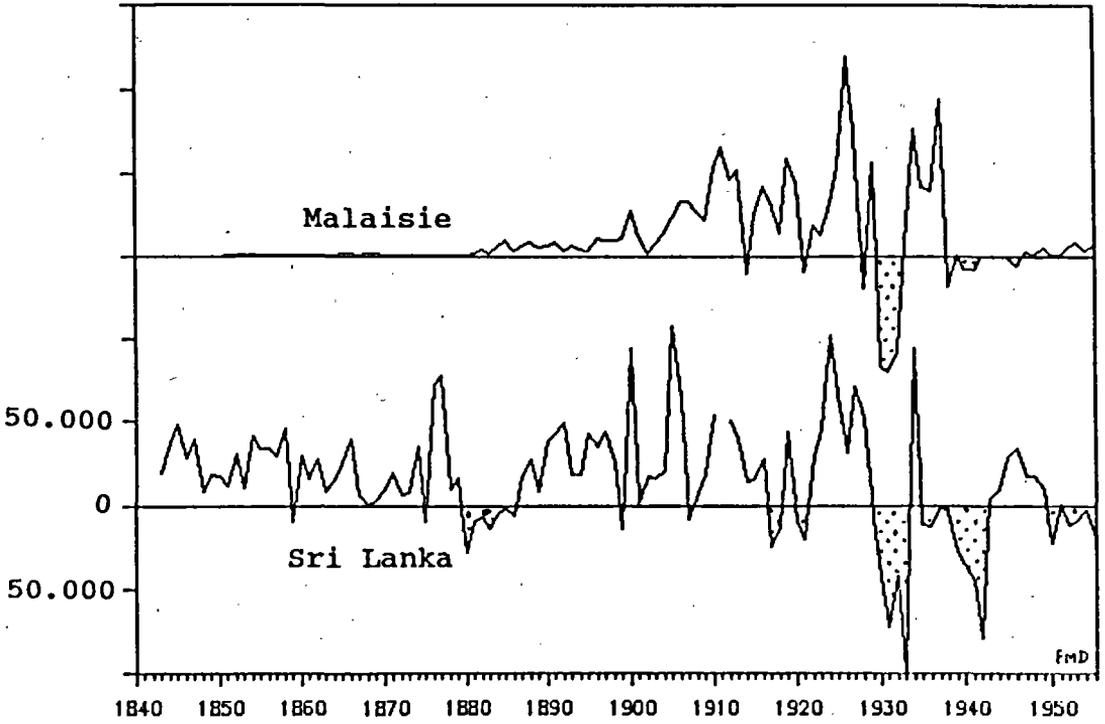
Le Tamil Nadu du XIX^{ème} siècle était déjà très peuplé, atteignant dans les régions irriguées de la côte une densité de près de 200 habitants/km² (chiffre de 1871). Alors que la population connaissait une croissance sensible, en dépit des sursauts récurrents de la mortalité de crise (épidémie et disette), les possibilités d'émigration étaient limitées à l'intérieur de l'Inde ; le développement industriel urbain n'avait guère commencé au Tamil Nadu et même Madras, la capitale de la Présidence, ne progressait guère. Seules de petites régions montagneuses des Ghâts méridionaux, comme les Nilgiris, ont pu capter les courants migratoires. Le développement économique fut en revanche plus rapide et plus concentré en d'autres parties de l'Empire britannique. Le déséquilibre structurel entre concentration humaine et concentration de capital ne devait pas tarder à provoquer d'importants transferts démographiques. A l'échelon des individus, l'emploi outre-mer représentait souvent une assurance contre les risques liés à l'irrégularité des saisons agricoles ainsi qu'un gain salarial substantiel. La capacité d'absorption de main-d'œuvre étant très limitée en Inde du sud et le marché du travail peu fluide et instable, la possibilité nouvelle de s'employer à un salaire régulier, payé en espèces, sur les plantations d'outre-mer représentait pour de nombreux Tamouls un espoir inédit. Les salaires offerts par les planteurs étaient très largement supérieurs à ceux pratiqués en Inde (Kumar, 1965 :140-141). La migration allait donc se régler sur les aléas de

l'économie coloniale (7). Notons en outre qu'une fois les courants migratoires internationaux mis en place, ils tendaient à se renforcer par effet cumulatif, gagnant en indépendance vis-à-vis des conditions économiques qui les avaient provoqués à l'origine (cf. Massey, 1988 : 396-399). L'existence de réseaux migratoires entre le Tamil Nadu et les autres colonies a accéléré les migrations en réduisant les obstacles freinant les mouvements entre les deux pays (transport, déracinement, recherche d'emploi...); ce fut notamment le rôle du système de recrutement par les *kanganis* qui devait supplanter le recrutement par contrat (*indentured labour*) dont il sera question plus bas.

LES PAYS D'IMIGRATION TAMOULE

Le développement économique en Malaisie (avec Singapour), en Birmanie ou à Ceylan (Sri Lanka) a été suffisamment varié pour susciter des différences sensibles dans l'orientation des courants migratoires selon les époques et les pays de destination, même si la conjoncture mondiale a parfois eu un effet parallèle sur la demande de main d'oeuvre. Nous allons présenter un résumé de l'évolution de l'immigration dans les trois contrées retenues, en insistant plus particulièrement sur la Malaisie et Ceylan qui ont accueilli le plus grand nombre de Tamouls. Ces descriptions sont accompagnées par la figure 2 qui reprend les statistiques annuelles de migrations nettes d'Indiens en Malaisie et à Sri Lanka ; la série de Sri Lanka n'est pas tout-à-fait homogène, car elle ne prend en compte que les ouvriers des plantations (et leur famille) avant 1911 (d'où l'irrégularité de la série). Ces données ne sont pas exemptes de défauts, mais elles ne servent ici qu'à illustrer un propos plus général sur l'évolution des courants migratoires (8). Elles s'interrompent au début des années cinquante, quand les flux significatifs se sont définitivement épuisés (la région n'a guère été affectée par la partition). Les courants migratoires internationaux les plus récents affectant le Tamil Nadu sont restés modestes. Il s'agit des recrutements temporaires de travailleurs semi-qualifiés dans les pays du Golfe Persique et du *brain drain* vers les pays occidentaux (principalement les États-Unis) (9). Les échanges démographiques inter-régionaux sont aujourd'hui d'une ampleur largement supérieure à celle des départs vers l'étranger.

Fig. 2 : Migrations indiennes en Malaisie et à Sri Lanka
Soldes nets annuels, 1845-1955 (Source : voir texte)



CEYLAN

En raison de sa proximité géographique et culturelle, l'île de Ceylan jouissait des conditions idéales pour le transfert massif de main-d'oeuvre en provenance d'Inde du sud ⁽¹⁰⁾. Du port tamoul de Rameshwaram, il ne prend que quelques heures pour rejoindre Talaimannar sur la côte occidentale de l'île, pour autant du moins que les courants ne soient pas trop agités comme durant la mousson du nord-est. De là, avant l'installation du chemin de fer (1917), les migrants devaient rejoindre à pied les collines du centre du pays ou descendaient la côte vers le port de Colombo. A la fin du siècle dernier, de nouvelles liaisons maritimes furent ouvertes, entre Colombo et différents ports de la côte tamoule comme Tuticorin (1891). Le chemin menant vers les plantations du haut-pays n'avait cependant rien d'une promenade champêtre car il traversait des parties particulièrement malsaines de l'île où la malaria a jusqu'à l'indépendance été le fléau le plus redoutable. La mortalité (choléra, paludisme...) était considérable pendant ce parcours.

Les migrants étaient encadrés par un chef d'équipe, le *kangani*, qui était responsable de la main-d'œuvre à toutes les étapes de sa venue sur les plantations. A l'origine, c'est lui qui faisait office d'agent-recruteur au Tamil Nadu, visitant les villages de sa région pour convaincre les travailleurs agricoles et les paysans endettés de venir travailler sur les exploitations pour une durée variable. Les *kanganis* accompagnaient les groupes de Tamouls jusqu'au lieu de recrutement à Sri Lanka, en leur avançant l'argent nécessaire pour le trajet jusqu'aux plantations. Là-bas, ils conservaient un rôle de supervision et étaient responsables devant les propriétaires ou les gérants des exploitations des ouvriers qu'ils avaient amenés et qui leur étaient d'ailleurs le plus souvent obligés du fait des avances consenties. Le système ne tarda pas à se complexifier par l'introduction d'une stratification très indienne dans la distribution de l'autorité, avec différents types de *kanganis* se superposant les uns aux autres. Le rôle des *kanganis* était d'ailleurs considérable du fait des pouvoirs sociaux et financiers dont ils disposaient dans la géographie étanche des plantations. Les avantages du système étaient a priori partagés : les migrants étaient pris en charge du début jusqu'à la fin sans devoir ne risquer d'autre dans la transplantation que leur liberté, et *kanganis* et planteurs se répartissaient les profits d'une main-d'œuvre au recrutement plus souple.

Les collines de l'île connurent une prospérité cyclique liée à leur productivité et aux cours mondiaux des denrées qu'elles produisaient. Le café cultivé à l'origine s'effondre durant les années 1880 sous la pression de la concurrence et d'une maladie parasitaire mettant à mal les caféiers. Il est remplacé principalement par le thé qui sera jusqu'à ce jour une des exportations majeures de l'île, mais également l'hévéa qui connaît un développement rapide au tournant du siècle du fait d'une demande mondiale qui enregistre une croissance exponentielle. La culture du thé se traduit par une modification qualitative de la force de travail des exploitations car elle requiert des soins réguliers et peut se scinder en diverses tâches précises. Les migrations deviennent alors moins saisonnières, et à la fois plus stables et plus familiales : les mouvements de main d'œuvre intempéstifs risquent de gêner les plans de culture et l'installation de familles entières sur les plantations, outre la stabilité qu'elle introduit en fixant la main-d'œuvre, permet l'embauche d'enfants et de femmes pour la cueillette régulière des feuilles. Toutefois, la nature des échanges (volume des migrations brutes largement supérieur aux volumes nets) indique que les Tamouls revenaient fréquemment en terre indienne,

et la part des nouveaux venus (*puthal*) a pratiquement toujours été inférieure à celle des travailleurs ayant déjà vécu sur l'île (*palaiyal*).

Les fluctuations du volume global des nouveaux migrants tiennent avant tout aux aléas économiques. Les premiers Tamouls partirent à Ceylan au début du XIX^{ème} siècle, mais l'émigration ne prit un certain volume qu'à partir de 1830 et surtout 1850. Après une période prospère, la disparition des caféières se traduit momentanément par une diminution des échanges migratoires entre la Présidence et Ceylan, avec même un dépeuplement des plantations durant la première partie des années 1880. Le succès des nouvelles cultures comme le thé suscite de nouveaux recrutements sur les exploitations et la décennie qui suit enregistre un nombre record de migrants nets (271 000 en 1891-1901) avec un nombre de femmes parmi eux qui approche 45 %. Au début du XX^{ème} siècle, la croissance démographique des « Tamouls d'Inde » (désignation officielle des Tamouls immigrés) se maintient, quoique l'immigration se soit légèrement ralentie, alors que de nouvelles méthodes utilisées sur les plantations tendent à augmenter la productivité. Durant la Première Guerre mondiale, les échanges changent de direction sous l'effet du contexte économique perturbé et des nouvelles législations mises en place visant à une meilleure protection des travailleurs indiens. Le dynamisme de la reprise qui fait suite est exceptionnel ; entre 1921 et 1931, les plantations et les autres secteurs de l'économie de l'île absorbent plus de 300 000 Tamouls, aussi bien des ouvriers allant travailler dans les villes (dans les ports, sur les chantiers...) que des commerçants (et usuriers) et les travailleurs des exploitations. En la seule année 1927, les statistiques officielles font état de l'arrivée de 285 000 Indiens à Ceylan. Pourtant, à la fin des années 1920, la situation économique se retourne à nouveau et un grand nombre de migrants indiens s'en vont alors que les salaires baissent. La dépression mondiale qui a atteint l'île de plein fouet, en particulier par la chute des cours mondiaux, provoque un rétrécissement de la main-d'œuvre étrangère, et pour la première fois depuis plus de soixante ans, le solde migratoire est négatif pour l'île durant la période intercensitaire. Dans le même temps, les réglementations de l'immigration changent afin de permettre aux gouvernements de contrôler les migrations massives vers une région appauvrie par la récession et finissent par aboutir à un arrêt presque total des nouvelles migrations à la veille des hostilités à la suite de l'interdiction de l'immigration non qualifiée. Le reflux persiste jusqu'à la fin de la Seconde Guerre et le bref redémarrage qui y fait suite sera très rapidement limité par la politique des gouvernements nouvellement indépendants, notamment celui de Colombo qui souhaite se débarrasser d'une colonie d'origine étrangère qui représente en 1946 plus de 11,6 % de la population résidante de l'île. L'immigration est totalement interrompue à partir de années cinquante et l'hostilité officielle vis-à-vis des Tamouls d'Inde, restés apatrides depuis l'indépendance, ne cesse de croître. La crise débouchera finalement sur un accord inter-gouvernemental entre l'Inde et le Sri Lanka, signé en 1964, qui prévoit le rapatriement vers l'Inde de près de deux tiers des populations issues de l'immigration indienne (11). Quant à l'émigration considérable de Tamouls autochtones, réfugiés en Inde ou en Europe, il s'agit d'un phénomène plus récent, qui n'a pas concerné les immigrés indiens auxquels nous intéressons ici (voir l'encadré précédent).

MALAISIE

L'installation des Anglais sur l'ensemble de la Malaisie fut plus tardive, mais le manque de main-d'œuvre se fit rapidement sentir ⁽¹²⁾. La Péninsule était assez peu peuplée, en particulier dans ses régions intérieures de jungle infestées par le paludisme. Les Malais, à l'instar des Cinghalais, faisaient montre de peu d'empressement à se mettre au service des planteurs et les Chinois, déjà nombreux à être venus s'installer, sont jugés moins dociles que les Indiens du sud. Ces derniers, présents à Penang dès 1786, arrivent par milliers à partir de la seconde moitié du siècle dernier pour travailler sur les exploitations de café et de canne à sucre ; c'est alors le règne de l'*indentured labour*, la main-d'œuvre étant liée à son employeur par des contrats de trois ans dont elle ne mesurait souvent pas les implications. De plus, la distance qui les sépare de la Présidence les dissuade de repartir à leur gré. Le développement de l'immigration vers la Malaisie a lieu à la fin du siècle dernier. En premier lieu, le prix du trajet en bateau (depuis Madras, Nagapattinam ou Karikal) jusqu'à Penang ou Singapour baisse sensiblement. De plus, les planteurs introduisent l'hévéa en 1897 qui se substitue très vite au café. A partir de cette date, on compte plus de 10 000 entrées annuelles nettes d'Indiens en Malaisie (d'après les statistiques officielles de Malaisie), mais les hommes sont toujours trois fois plus nombreux que les femmes parmi les migrants. Le développement des cultures d'hévéa et des industries de transformation qui vont avec les plantations est spectaculaire à partir du début du siècle et accompagne la croissance sans précédent de la demande mondiale liée à l'essor de l'industrie automobile dans les pays riches.

A la même époque, le système de l'*indentured labour*, principalement associé à la canne à sucre, est finalement démantelé (1910) et les *kanganis* devinrent dominants. L'argent du voyage est avancé aux candidats au départ qui travaillent ensuite sur les plantations, munis d'un contrat qu'ils peuvent dénoncer. Arrivant plus tard qu'à Ceylan, le système *kangani* n'a pas revêtu la même importance en Malaisie, et les travailleurs se trouvaient moins soumis à l'emprise des recruteurs. Il est vrai que le nombre des migrants arrivants de manière indépendante, et parmi eux moins de Tamouls (mais des Indiens du nord, des Kéralites...) et moins de travailleurs destinés aux plantations (mais souvent des commerçants et du personnel embauché par le Gouvernement), est allé croissant et crée une situation de l'emploi plus fluide, nettement moins rigide dans une société dont le caractère polyethnique s'affirme et qui fonctionne plus, pour citer un auteur (Stenson, 1980), comme une entreprise commerciale que comme un État. Une autre différence avec le Sri Lanka de l'époque tient au maintien de la masculinité des migrations durant cette période, à cause notamment de la moindre absorption de la main d'œuvre féminine sur les exploitations de Malaisie et des migrations non assistées. Il est d'ailleurs à noter que les Musulmans qui forment une partie des migrants tamouls ont parfois pu contracter des unions avec des Malaises ; partout où les Musulmans tamouls ont immigré (Ceylan, Birmanie...), leur communauté a su forger des liens très solides avec leurs coreligionnaires locaux, souvent par l'intermédiaire des alliances matrimoniales.

En dépit de la distance entre l'Inde du sud et la Malaisie, l'installation définitive des migrants reste peu importante; elle s'avérera pourtant plus solide qu'ailleurs, la communauté indienne se trouvant une niche favorable dans la société malaise en formation. La prospérité de la Malaisie durant les années folles provoque de considérables flux migratoires, avec plus de 350 000 arrivées enregistrées, en 1926-27 ; les

Indiens, parmi lesquels 83 % de Tamouls, représentent en 1931 près de 15 % de la population totale, et une proportion encore plus considérable de la main-d'œuvre notamment dans les zones rurales (Penang, Selangor, Perak ...). Avec l'importante présence chinoise, plus concentrée dans les villes, la population ethnique malaise devint minoritaire en Malaisie après 1911.

En 1930, c'est le reflux brutal. Les planteurs qui ne peuvent écouler leur produits du fait de la crise économique mondiale réduisent rapidement la production, coupent les salaires et demandent le rapatriement des coolies de leurs exploitations. Le marasme économique s'étend à de nombreuses activités d'une colonie tout entière tournée vers les liens économiques avec les pays industrialisés. De 1930 à 1932, plus de 150 000 Indiens sont rapatriés et les migrations assistées (recrutement par kangani) totalement suspendues. On enregistre une courte reprise des migrations à partir de 1934, mais alors que le prix de l'hévéa rechute en 1938, le gouvernement indien interdit les départs de travailleurs sans qualification. Au mois de décembre 1941, l'invasion japonaise interrompt définitivement les migrations en provenance d'Inde pour la période de la guerre. Les premières années d'indépendance relative sont troublées en Malaisie du fait des conflits industriels nombreux et, plus encore, de l'insurrection communiste à laquelle d'autres « migrants » du sous-continent (les *Gurkhas* de l'armée britannique) seront mêlés. Les migrations se réduisent régulièrement pendant ces années, les nouveaux gouvernements en présence tentant d'endiguer les inter-dépendances instaurées par la présence coloniale. Toutefois, les communautés indiennes issues de l'immigration, parmi lesquels dominent largement les Tamouls (quelques uns étant en fait de Ceylan), n'ont guère été menacées par l'évolution politique régionale. Que ce soit en Malaisie dominée par les Malais ou à Singapour, les Tamouls ont été intégrés sans difficultés dans une société où les tensions ethniques sont plus prononcées entre Chinois et Malais musulmans. Nombre de Tamouls ont conservé, avec le pays ancestral, des liens économiques ou familiaux étroits, notamment les Musulmans commerçants originaires de la bande côtière tamoule dont la présence en Malaisie est antérieure à la colonisation.

BIRMANIE

Les migrations vers la Birmanie sont loin d'avoir été un phénomène exclusivement tamoul; le pays possédait avant sa colonisation des liens séculaires avec l'Inde, notamment le Bengale, et comprenait une forte implantation de musulmans indiens dans l'Arakan à la frontière du Bangladesh d'aujourd'hui⁽¹³⁾. Les migrations ont débuté pratiquement dès l'occupation de Rangoon (alias Yangon), alors un village, par les forces indobritanniques (1824); la progression spectaculaire de la ville à partir de cette période est d'ailleurs liée de très près à l'arrivée d'immigrants indiens qui, à compter de 1881, supplantaient même largement les Birmans dans la population municipale. En 1852, puis 1886, les Britanniques s'emparent du reste de la Birmanie et notamment la vallée très fertile de l'Irrawady jusqu'aux villes de Mandalay et de Pegu, et l'implantation territoriale de la population indienne s'élargit, alors que la mise en valeur des terres de la vallée provoque un développement remarquable de la riziculture. Une grande part des migrants indiens provient d'Inde du nord, atteignant la Birmanie depuis Calcutta. Une autre frange est originaire de l'ensemble de la côte de la Baie du Bengale, allant de l'Orissa (Ganjam) jusqu'au sud du Tamil Nadu (Ramanathapuram). La part de la

population indienne dans la population totale a connu, sur la période censitaire, une progression plus modérée que dans les autres pays étudiés plus haut, atteignant un plafond de 5,8 % en 1931 (en excluant les Indiens du district d'Akyab constituant l'Arakan). A la manière des cas résumés par le graphique précédent, les mouvements de migration pouvaient se retourner en fonction du contexte économique changeant (1910-11, 1930-31...), parfois activés par les émeutes anti-indiennes qui se déclenchent à partir des années 1930. Parmi les Indiens, les migrants du Tamil Nadu, identifiés pour les besoins de la cause à la population tamoulophone, ont toujours représenté moins de 20 %. Plus de la moitié des Indiens nés dans la Présidence de Madras et recensés en Birmanie n'étaient en fait pas des Tamouls, mais des *Oriyas* ou des *Telugus*.

Une des caractéristiques de l'émigration vers la Birmanie était son caractère temporaire et saisonnier, une grande quantité de travailleurs indiens faisant l'aller et retour dans la même année. Cette caractéristique peut d'ailleurs avoir provoqué une relative surestimation de la population immigrée lors des recensements. La population féminine n'a guère progressé, représentant environ un tiers des effectifs tamouls lors du recensement de 1931 ; cette proportion de femmes parmi les immigrés tamouls est cependant largement supérieure à celles observées parmi les autres immigrés indiens. On ne peut s'empêcher de relier l'importance relative de l'immigration féminine tamoule, en Birmanie ou ailleurs, à la place importante des femmes dans les rouages économiques de la société traditionnelle sud-indienne.

La Birmanie faisant administrativement partie de l'Inde jusqu'en 1936, la circulation de main-d'œuvre indienne ne faisait pas l'objet d'un grand contrôle (d'où les carences en statistiques portuaires). Un système proche de celui des *kanganis* se mit en place, sous la direction de chefs d'équipe nommés *maistries* qui contrôlaient le marché de l'emploi, que ce soit en recrutant directement dans les villages indiens ou en Birmanie même. Le *maistry* jouissait sur ces recrues d'une forte autorité, souvent assise sur l'endettement et confortée par les lois. La main d'œuvre tamoule fournit notamment les travailleurs agricoles sur les champs de riz qui faisaient de la Birmanie un des plus grands exportateurs de riz dans l'Asie coloniale. Une autre partie des migrants, dont l'arrivée fut plus ancienne, contribua à la prospérité urbaine, à Rangoon notamment, et occupa des emplois forts divers, que ce soit dans le port, les usines (rizeries), le petit commerce, les communications (chemin de fer, cyclo-pousses) ou les services (administration, professions libérales). Un petit nombre de Tamouls, issus de castes de Chettiyar du Ramanathapuram (au sud-est du pays tamoul), fournirent au pays les premières fondations de son système bancaire, où ils jouèrent un rôle sans rapport avec leur poids numérique. Lors de la dépression du début des années trente, qui précipita comme en d'autres colonies le retour de beaucoup de migrants, ils s'emparèrent d'une très grande surface des terres cultivées et devaient être les premières victimes des politiques nationalistes birmanes après l'indépendance du pays. Plus qu'ailleurs, la population tamoule était en Birmanie à l'époque coloniale très hétérogène et comprenait en son sein aussi bien des coolies qui n'avaient que leur bras à vendre que certains des hommes les plus opulents du pays.

Après le traumatisme de la période japonaise (voir plus bas), l'immigration reprit, mais l'indépendance birmane amena de nouvelles législations peu favorables à la présence indienne et la communauté immigrée, qui avait dans sa majorité refusé la naturalisation et était restée apatride, recommença à décliner rapidement. Durant les

années soixante, après les mesures de nationalisation du commerce, plusieurs dizaines de milliers d'habitants d'origine indienne durent être rapatriés ; 150 000 d'après le Gouvernement de Madras en 1964-68 (Chakravarti, 1971 : 184) ; mais à la différence des rapatriés de Sri Lanka, la réhabilitation des immigrés de Birmanie au Tamil Nadu a mieux réussi. Sans données précises, on estime aujourd'hui la taille de la communauté indienne à 350 000 personnes, parmi lesquels une minorité de Tamouls (Bahadur Singh, 1984).

LES TAMOULS DANS LA MIGRATION

L'évolution de la société immigrée tamoule dans les colonies britanniques a longtemps été déterminée par l'irrégularité des flux et reflux de migrants. L'intensité des échanges migratoires et son instabilité sur les courtes périodes constituaient des mécanismes déstabilisateurs permanents jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, de 1925 à 1935, on compte près de 400 000 déplacements annuels (migration brute) entre l'Inde et Ceylan qui ne compte que 600 000 Tamouls d'Inde en 1931 ; durant la même période, la moyenne pour la Malaisie, plus lointaine, où vivent 620 000 immigrés indiens, est de près de 160 000 mouvements par an. A plus d'un titre, l'intensité de ces échanges donne à penser que les effectifs de Tamouls recensés hors d'Inde correspondent plus à une population virtuelle, sans cesse décomposée et recomposée par les courants migratoires, qu'à une population établie qui se renouvelle d'elle-même. On notera dès à présent que cette instabilité démographique qui ressemble à une sévère précarité sociologique pour la société indienne d'outre-mer est au contraire le premier des avantages pour l'économie coloniale qui voit le volume de la main d'œuvre réagir instantanément aux besoins de l'appareil productif.

La population immigrée devait également à son caractère de population temporaire une composition par sexe et âge longtemps déséquilibrée par la prépondérance des jeunes hommes, même si parmi les Tamouls, les femmes étaient souvent relativement plus nombreuses comme il a déjà été observé. La natalité demeura très basse jusque dans les années trente. Incapable de se reproduire à un rythme normal, la société tamoule immigrée devait par surcroît faire face à des conditions de vie beaucoup plus difficiles que ne le suggéraient les salaires alléchants des plantations. Non seulement le trajet n'était pas dépourvu de risque (épidémies sur les bateaux, marchés à travers la jungle...), mais la situation sanitaire était dramatique pour les Indiens une fois arrivés à destination. Transplantation écologique, zones de plantations extrêmement malsaines, manque d'hygiène et de protection ont contribué à établir des conditions de surmortalité redoutables pour les immigrés ; l'argument répété selon lequel les Tamouls avaient tout à gagner en quittant un terre de misère et de famine s'affaiblit singulièrement face à la situation déplorable qui a longtemps prévalu hors d'Inde et dont les gouvernements coloniaux ne se sont émus que très tardivement, à partir des années 1920⁽¹⁴⁾. La guerre en Asie du sud-est provoqua une très brutale détérioration de la situation. Cette période, bien que brève, s'avéra être extrêmement meurtrière pour les populations immigrées à l'exception de Sri Lanka. En Malaisie, les Japonais ont enrôlé de force des dizaines de milliers d'ouvriers des plantations pour la construction du « chemin de fer de la mort » reliant la Thaïlande à la Birmanie⁽¹⁵⁾. En Birmanie, ce sont des milliers d'immigrés indiens qui sont morts lors d'une marche forcée vers l'Inde à travers l'Assam afin de fuir l'avance japonaise (Tinker, 1976 ; Chakravarti, 1971).

En somme, les communautés tamoules expatriées ont conservé pendant près d'un siècle un caractère fragile du fait de leur dépendance vis-à-vis des mouvements migratoires qui assuraient leur renouvellement. La réelle diaspora tamoule s'est constituée bien après le début des départs vers les colonies britanniques, quand deux phénomènes se sont conjugués pour rendre à cette population sa stabilité démographique : d'une part, l'affaiblissement du rôle des déplacements annuels de main d'œuvre dans la population et, d'autre part, la féminisation des effectifs. Son intégration dans la société d'accueil a été très variable, allant du rejet le plus brutal lors de l'indépendance à l'établissement définitif. L'isolement géographique de certains groupes immigrés, souvent cloîtrés dans l'espace des plantations, a sans doute nuit à cette intégration, mais d'autres facteurs ont un rôle plus déterminant. Les affiliations communautaires, nationales ou religieuses, sont vigoureuses dans cette partie de l'Asie et à aucun moment, les Tamouls n'ont pu s'assimiler aux groupes autochtones ; même à Sri Lanka qui comporte de nombreux Tamouls du cru, les Indiens sont restés coupés de l'ensemble de la société. Dans ce dernier pays, trente ans après la fin de la période coloniale, la majorité des descendants des immigrants habitaient toujours la même région et conservaient les mêmes emplois.

Le manque de diversification géographique (ghettos et poches de concentration) et professionnelle (spécialisation ou manque de qualification), joint au maintien de leur identité ethnique distincte, a conféré aux Tamouls d'outre-mer un profil social spécifique, qui durant les périodes de tension les désignait comme exutoire. En Birmanie où la résistance au régime colonial a été la plus puissante, des émeutes contre eux ont été déclenchées qui préfiguraient les vigoureuses mesures de birmanisation (assorties de renvois) appliquées à l'indépendance et relancées sous le régime de Ne Win. Les Indiens les mieux installés, que ce soit dans l'administration ou le milieu des affaires, durent alors laisser la place aux nouvelles élites autochtones. Similairement à Sri Lanka, les Indiens les plus riches se sont progressivement retirés ; les Tamouls des plantations de thé ont été en quelque sorte un vestige oublié de la période coloniale et ils doivent peut-être à l'hostilité entre Cinghalais et Tamouls de Jaffna (autochtones) la relative quiétude dont ils purent jouir après l'indépendance, avant le début des rapatriements durant les années soixante. Il serait toutefois plus juste de penser que leur rôle dans l'industrie du thé les rendait indispensables, quoique socialement indésirables. Ce n'est peut-être que quand la croissance interne de la population tamoule, avec des risques de chômage sur les plantations, a menacé l'équilibre fondé sur leur relégation géographique et politique que les renvois vers l'Inde sont apparus comme une solution appropriée.

La Malaisie fournit un exemple sensiblement différent ; la présence tamoule ou indienne en général n'a pas provoqué les mêmes flambées de violence ou l'hostilité institutionnelle relevée dans les autres colonies, mais il n'est pas sûr que la position économique des immigrés ait été l'unique facteur facilitant leur implantation définitive, en dépit du désenclavement graduel de l'économie des plantations. Par l'histoire et la composition de son peuplement, la Malaisie ressemble plus aux pays « créoles » : régions peu habitées avant l'arrivée des colonisateurs qui, en suscitant une considérable immigration (esclavage ou migration libre), en ont totalement altéré la texture ethnique jusqu'à rendre minoritaires les groupes présumés « indigènes ». C'est le cas de nombreuses îles de l'Océan Indien, mais également des Caraïbes et du Pacifique. Plusieurs de ces pays contiennent une population d'origine tamoule solidement insérée, quoique parfois en minorité parmi les Indiens : Maurice, la Réunion, Fidji, l'État de Natal en

Afrique du sud, les Antilles françaises. Dans les contrées plus homogènes, l'accession à l'indépendance a signifié l'irruption sur la scène politique d'un groupe autochtone, muni d'un projet national hégémonique. Les générations issues de l'immigration, comme les Tamouls de Birmanie ou les Gujaratis d'Afrique de l'Ouest, ont alors dû se replier en catastrophe ou risquer l'expulsion. La nature polyethnique de la société de Malaisie a empêché une telle polarisation entre indigènes légitimes (les Malais) et immigrés coloniaux (dont les Indiens).

Ayant choisi de suivre la migration depuis son point d'origine, nous dirons quelques mots des conséquences du phénomène au Tamil Nadu. L'Impact de l'émigration sur la population a été sensible, puisqu'elle a souvent été responsable d'un abaissement de plus de 10 % de l'accroissement intercensitaire. Certaines régions, avant tout sur la côte, en ont indubitablement plus ressenties l'effet démographique que les districts de l'arrière-pays soumis à d'autres logiques migratoires. Les bureaux de recrutement, pour Ceylan ou la Malaisie, ont déterminé certains points de fixation, d'autant que les *kanganis* opéraient si possible dans leur propre région d'origine et ont ainsi contribué à mettre en place des filières migratoires spécifiques entre les villages et les plantations. Dans certains villages, l'émigration a affecté l'ensemble des familles de certaines castes et l'hémorragie migratoire a même provoqué localement des baisses appréciables de la population (16). La plupart des Tamouls qui ont émigré provenaient des basses castes (*Harijan, Kallar, Vanniyar...*) et appartenaient aux couches les plus pauvres de la population. Les agriculteurs ou les bergers qui possédaient quelques biens-terres, bétail, maisons, hésitaient plus à quitter leurs villages. Pour ceux qui partaient, les opportunités d'emploi outre-mer leur offraient une porte de sortie à une situation souvent inextricable dans leurs villages d'origine, du fait de leur quasi-asservissement aux gros propriétaires terriens, liée tout autant à leur dépendance économique et financière (endettement généralisé) qu'à leur position dans la structure rigide des rapports de castes. L'introduction de l'économie de marché dans le monde rural tamoul, renforcée par l'émergence de l'agriculture commerciale tournée vers les marchés internationaux, avait affaibli le tissu socio-économique communautaire fondé sur les échanges de prestations traditionnelles entre les différents segments de la société villageoise, en même temps qu'elle avait créé un réservoir de main d'œuvre potentielle constamment alimenté par une croissance démographique soutenue. Les stratégies individuelles (à l'échelon des familles ou des groupes sociaux) gagnaient de l'importance sur les comportements traditionnels, fondés sur l'équilibre économique parfois autarcique des communautés rurales, et annonçaient l'apparition de mentalités plus tournées vers la recherche du profit en même temps qu'elles stimulaient de nouvelles formes de mobilité sociale.

Le bilan de la migration pour ceux qui revenaient a été décrit de manières fort diverses selon les contextes, mais il semble que peu d'entre-eux aient été en mesure de se constituer un capital suffisant pour améliorer durablement leur situation une fois de retour au pays (17). En revanche, les migrants envoyaient régulièrement leurs épargnes vers l'Inde, créant un continuel transfert de richesse que favorisait l'intégration politique des colonies britanniques (les déplacements vers d'autres pays, colonies françaises ou Afrique du sud, ne bénéficiant précisément pas de telles conditions). Ce mécanisme rendait possible une importante redistribution des revenus et des réinvestissements productifs dont l'effet positif sur le Tamil Nadu est difficile à établir. Un effet indirect supplémentaire des migrations internationales a sans doute été d'avoir

permis un allègement du marché du travail au Tamil Nadu, et une hausse des salaires destinée à retenir les migrants potentiels. L'agitation sociale qui commença à se développer dans les années 1930 parmi les travailleurs agricoles de Thanjavur, le district le plus touché par les mouvements migratoires, constitue un témoignage indubitable de l'impact des migrations sur les relations économiques locales, mais il est hors de propos dans cet article d'explorer l'ensemble des implications de l'émigration sur les rapports sociaux. Les effets économiques au Tamil Nadu des changements précipités par le départ d'une partie de la main d'oeuvre agricole restent également plus difficiles à mettre en relief que la contribution décisive que les Tamouls ont apportée à la prospérité des colonies où ils s'étaient installés, pour en être parfois chassés dans les années qui suivirent la désintégration de l'empire britannique.

PERSPECTIVES SUR UN CYCLE MIGRATOIRE

En prenant certaines distances avec le contexte propre au pays tamoul du XIX^{ème} siècle, on peut se demander quels enseignements retirer de l'expérience migratoire décrite. L'émigration indienne partage en effet un certain nombre de caractéristiques avec les migrations de main-d'œuvre qui ont caractérisé les pays riches de l'après-guerre, dans la mesure où il s'agit d'importants transferts de travailleurs faiblement qualifiés, transplantés dans des aires culturelles différentes, et dépourvus initialement de projet d'installation définitive dans les pays de destination. Sans cet apport démographique, l'incapacité de la population active locale à répondre à l'offre croissante d'emplois non qualifiés, sur les plantations notamment, aurait conduit à freiner le développement économique des pays hôtes. L'internationalisation de l'aire de recrutement, principalement à l'intérieur de la sphère coloniale britannique, a permis au capitalisme naissant de profiter des déséquilibres économiques entre les régions et des nombreux avantages liés à l'importation de main d'œuvre : moindre coût salarial, plus forte docilité, meilleur ajustement conjoncturel etc... Retours au pays d'origine, forte mortalité et absence de jeunes couples se combinaient pour réduire les groupes immigrés à une population flottante incapable de se reproduire et de se fixer, retardant ainsi la formation de la diaspora tamoule et de classes sociales établies. Ces phénomènes, que nous allons relier à l'ensemble du cycle migratoire, n'appartiennent pas exclusivement à l'expérience tamoule.

Avant de revenir sur cette perspective élargie, nous souhaiterions faire un effort de périodisation afin de recomposer les différentes étapes du cycle migratoire. Par cycle migratoire, nous entendons l'histoire complète des échanges migratoires séparant deux périodes d'équilibre démographique (avant et après la migration). Il est certes possible de concevoir l'émigration comme la partie intégrante, voire permanente, d'un régime démographique donné; toutefois, un déficit migratoire régulier sur une très longue période (comme en Irlande) est un phénomène d'autant plus rare qu'il aboutit logiquement à un déclin démographique propre à freiner l'hémorragie humaine. Le cycle migratoire correspond au contraire à une rupture d'équilibre démographique dans un environnement souvent caractérisé par l'élargissement des aires de recrutement et la commercialisation de la main d'oeuvre.

Trois phases successives traversent le cycle migratoire tamoul. La migration débute par une première période marquée par un strict contrôle des flux, de leur volume

et de leur composition, lesquels sont assujettis aux besoins productifs dans les pays d'accueil. Les migrations (masculines, temporaires) sont apparemment maîtrisées institutionnellement et mises au service de l'économie des colonies. Le rôle régulateur des gouvernements, pour lesquels le laissez-faire est souvent l'unique philosophie sociale, et la puissance de négociation des immigrés fragmentés sont tenus à leur minimum. Cette période représente en quelque sorte l'âge d'or pour les entrepreneurs coloniaux; une main d'oeuvre abondante, délocalisée et peu revendicative épouse exactement les fluctuations de la production, sans jamais risquer de se constituer en groupe de pression. En somme, les employeurs font l'économie des frais de reproduction de main d'œuvre au sens large et leur seul surcoût occasionné par le recours à l'immigration se rapporte au transport des travailleurs. Nous avons vu que le XIX^{ème} siècle a connu les formes d'exploitation les plus rigoureuses (*indentured labour*), témoignage du legs esclavagiste sur l'organisation de la production. Mais, d'une certaine manière, le système des contrats individuels convenait moins bien que l'encadrement collectif par les *kanganis*, régime qui ne devait pas tarder à prédominer parmi les Tamouls. Le succès de ce système qu'atteste sa longévité provient sans doute de ses affinités avec les relations agraires en pays tamoul. Les migrants furent en effet en premier lieu des travailleurs sans terre dont les conditions de subordination dans leur milieu d'origine étaient très proches de la servitude; les migrations temporaires de travail se faisaient également par équipe et l'embauche était rarement individualisée. Les nombreux relais dans l'exercice de l'autorité que représentaient les contremaîtres *kanganis* (issus des hautes castes) assuraient paradoxalement une certaine préservation du groupe une fois transplanté dans les colonies, en agissant comme un tampon entre les mentalités traditionnelles et les relations de travail « modernes » sur les plantations. L'étanchéité du système a sûrement été plus efficace à Sri Lanka qu'en Malaisie, comme en témoigne la marginalisation complète de la communauté immigrée.

La seconde phase du cycle migratoire se caractérise par un certain relâchement de la contrainte économique sur le déplacement des hommes. Les crises démographiques en Inde du sud s'estompent à partir du début du siècle et les migrations de détresse disparaissent. Dans les pays d'accueil, l'élargissement ou la contraction de l'appareil productif continue d'influencer les échanges démographiques jusqu'au début des années trente, mais une partie importante des migrants échappe désormais à ces phénomènes conjoncturels. C'est le moment de formation d'une diaspora établie outremer, qui en dépit de son identité ethnique exogène, s'est enracinée hors du pays tamoul. Un grand nombre de facteurs ont contribué à cette transformation. En premier lieu, les gouvernements changent d'attitude face à la question des expatriés indiens. Le libéralisme, qui frôlait antérieurement l'indifférence, cède la place à un souci grandissant pour le sort des expatriés indiens; le gouvernement indien se préoccupe de plus en plus des conditions de vie de ses ressortissants, finissant par interdire l'émigration vers plusieurs pays. Ce nouvel ordre du jour dérive indubitablement de la participation croissante des Indiens aux affaires publiques (réformes politiques) et du ton sévère des nationalistes critiquant l'exploitation dont leurs compatriotes sont les victimes à l'étranger. Dans les pays d'accueil, les législations évoluent également et le sort des immigrés s'améliore; des mesures sont prises pour leur séjour, mesures qui facilitent l'établissement familial. Le recrutement des femmes en certains endroits (plantations de Sri Lanka, par exemple) a sans doute été un facteur supplémentaire en rééquilibrant les populations expatriées, mais l'indice révélateur relève plutôt des migrations masculines indépendantes. A la différence des migrations assistées (avance financière, prise en

charge par le *kangani* dès l'Inde...), les migrations indépendantes sont le fait de nouvelles mentalités. Elles empruntent souvent le cadre institutionnel mis en place, dans la mesure où le migrant peut encore avoir recours au *kangani* pour son placement. Toutefois, la filière migratoire « spontanée », s'appuyant sur les réseaux familiaux ou villageois et les circuits d'embarquement et d'emploi parallèles, échappe aux régulations officielles. Ces migrations instaurent des stratégies qui gagnent progressivement en autonomie face au système totalisant de la prise en charge complète, du village au lieu de travail. Cette seconde période est en quelque sorte marquée par un « découplage » progressif du phénomène migratoire par rapport à la demande de main d'œuvre exprimée par les entrepreneurs. Les commerçants, puis les entrepreneurs, ont certes joué très tôt un rôle pionnier, mais il s'agit souvent de castes particulières d'effectifs limités. Cette seconde phase, difficile à dater avec précision en raison de l'hétérogénéité des migrants (1920-1940 ?), intervient quand ces transformations s'étendent à la majorité des départs. Même ceux qui partent vers les plantations adoptent des stratégies individuelles. En cas de difficultés, ils rentrent momentanément en Inde, ou changent de plantations. Les plus dynamiques cherchent d'autres emplois, quittant les secteurs où la main d'œuvre immigrée s'était enclavée, pour occuper des emplois urbains (à Singapour, Colombo etc...).

C'est durant cette seconde phase que les autochtones ont pu ressentir la menace que constituait la présence étrangère par la concurrence accrue qu'elle suscitait dans de nombreux secteurs de l'économie; la diversification sociale des immigrés n'a pour cette raison pas nécessairement conduit à la troisième et dernière phase de sédentarisation, le retour à l'équilibre démographique. En plusieurs endroits, comme en Birmanie, l'hostilité vis-à-vis des immigrés indiens a entraîné leur départ après la disparition de la tutelle coloniale. Ainsi, les commerçants, banquiers et usuriers issus des castes tamoules *Chettiyar* dont l'emprise dans l'ensemble de l'Asie du sud-est était considérable à la veille de la Seconde Guerre mondiale ont été évincés de Birmanie, puis de Sri Lanka. Les Tamouls des plantations de Sri Lanka ont été, comme il a été dit précédemment, protégés de l'hostilité par leur importance dans la production destinée à l'exportation et par leur relative invisibilité. Ils étaient entrés largement dans la phase finale du cycle migratoire après l'indépendance, en coupant par exemple leurs liens avec leur pays ancestral. En dépit de leur marginalisation sur les plantations, leur participation syndicale dénotait une prise en charge nouvelle de leur devenir économique et ils ont pu éviter le pire (l'expulsion générale) lors des négociations sur leur statut. Les grandes difficultés avec lesquelles les rapatriés se sont installés en Inde durant les vingt dernières années témoignent du déracinement de ces générations issues de l'immigration. Il revient à la Malaisie d'avoir permis à l'ensemble des Tamouls d'achever le cycle migratoire par leur intégration définitive à la société d'accueil. Peu nombreuses sont les communautés indiennes expatriées à avoir conclu de la sorte leur histoire migratoire, puisqu'il existe encore des pays où les descendants des immigrants sont traités en citoyens de second ordre (comme à Fidji) quand ils n'ont pas été finalement expulsés (comme en Afrique orientale).

(1) Centre de Documentation et d'Information.

Paradoxalement, cette dernière étape de l'histoire migratoire est intervenue avec l'arrêt quasi définitif des migrations, depuis ou vers l'Inde; fin des migrations indépendantes et du recrutement direct en Inde, tarissement des migrations de retour. La fermeture des frontières, qui s'ébauche avant la Seconde Guerre mondiale et se confirme lors de la décolonisation, a confronté les communautés immigrées avec leur avenir dans la société d'accueil (18); elle a eu pour conséquence le ralentissement des échanges sociaux avec l'Inde et la diaspora a donc dû redéfinir son identité par rapport aux autres groupes locaux (19). Si la référence culturelle à la civilisation indienne a pu rester forte, l'isolement géographique a impliqué une adaptation obligatoire aux conditions de vie dans les pays d'immigration. L'intégration a sans doute été variable selon les groupes sociaux et les possibilités de mobilité sociale dans la société d'accueil.

La longue durée de l'histoire des migrations internationales tamoules nous a suggéré cet effort de périodisation à trois volets. Le calendrier de ces différentes phases a certainement varié selon les groupes sociaux (qualifiés ou non, salariés ou travailleurs indépendants...) et les pays de destination. L'enchaînement de ces phases doit être considéré dans son aspect interne, en référence avec les populations immigrées et leur composition, plutôt qu'en fonction des surdéterminations externes. Reconstituer le cycle migratoire, c'est avant tout suivre le devenir des immigrés qui, après avoir longtemps été réduits à une population virtuelle et instable (première phase), se sont recomposés durant la seconde phase en se diversifiant pour finir par se constituer définitivement comme partie intégrante de la société d'accueil, en dépit de la persistance éventuelle de traits sociaux distinctifs fondés sur l'origine (20). Nous nous écartons sur ce point des descriptions de l'immigration fondées sur une périodisation économique ou politique qui dominent la littérature sur la question; quoique tout-à-fait appropriée pour rendre compte notamment de l'évolution des flux, la perspective économique s'appuyant sur l'évolution des déséquilibres géographiques entre main d'oeuvre et capital nous semble inadéquate pour l'étude de l'évolution interne des communautés expatriées.

La perspective adoptée pour l'approche de cet exemple historique permet d'éclairer les migrations contemporaines de main d'oeuvre, malgré les différences profondes entre les contextes socio-historiques. La première phase correspond aux premières tentatives de recrutement international: recours à la main d'oeuvre étrangère par recrutement organisé dans le pays d'origine, sous le contrôle des gouvernements des pays hôtes, et strict contrôle des mouvements afin de donner à la population active une géométrie variable lui permettant d'épouser au mieux les variations structurelles de l'emploi. Même des pays d'Europe de l'est ont employé cette politique (main d'oeuvre vietnamienne). Si un tel système a disparu dans de nombreux pays, comme par exemple en Allemagne Occidentale où le principe des migrations par rotation a fonctionné jusqu'en 1970 (21), il reste encore en vigueur en d'autres (Suisse, pays du Golfe Persique). Les migrations sont temporaires, car dépendantes de la conjoncture et contrôlées par une législation restrictive. Toute possibilité d'établissement définitif est a priori exclue. La plupart des pays de l'Europe de l'ouest en sont vite passés à la seconde phase, avec un accroissement incontrôlé des migrations indépendantes qui se conjuguaient avec les premiers mouvements de regroupement familial; la Grande-Bretagne a fait figure de pionnier dans ce domaine (22). Ce phénomène accompagnait une redéfinition des rapports entre migrations et structures économiques dans les pays d'accueil, allant dans le sens d'une autonomisation progressive du phénomène migratoire face aux besoins économiques (découplage). Cette transformation a été rendue notamment

possible par des législations plus libérales et par l'instauration de réseaux migratoires (ethniques, familiaux...) fonctionnant indépendamment des institutions gouvernementales. Pour les pays occidentaux d'outre-mer, la politique oscille entre la première phase (quotas nationaux, préférences professionnelles) et la seconde phase (immigration clandestine, regroupement familial...). Les limitations draconiennes affectant l'immigration dans les pays européens à partir de 1973 n'ont pas précipité la dernière phase, car les filières de migration ont souvent circonvenu des législations moins rigides (clandestins, réfugiés) ; le regroupement familial, autre facette de la seconde phase migratoire, est un mécanisme toujours en fonctionnement. Mais la sérieuse réduction des flux d'entrées, observée durant les années 1980, caractérise la dernière phase du cycle, durant laquelle émergent les questions d'intégration en raison de la faible menace numérique que représente désormais l'immigration. Les différentes formes d'intégration observées (assimilation, reconnaissance ethnique...) relèvent à vrai dire de phénomènes principalement étrangers au cycle migratoire.

Le principal trait distinctif du cycle tamoul aura sans doute été l'étalement de son calendrier ; plus de 50 ans se sont déroulés entre le début des départs et les premiers signes de formation d'une diaspora permanente ; comparativement, l'expérience européenne aura été beaucoup plus rapide. Les réticences sociologiques parmi les Tamouls à l'émigration définitive et la rigueur des contrôles exercés fournissent de premières explications. La démographie fournit une explication supplémentaire ; hormis la Malaisie, les Tamouls se sont rarement installés sur des espaces sous-peuplés, alors qu'en Europe, le déficit démographique n'était pas négligeable. Les différences constatées entre les différents pays d'immigration suggèrent que les capacités d'absorption d'une population exogène, liées à la souplesse sociologique et démographique des sociétés d'accueil, sont relativement indépendantes des mécanismes économiques qui avaient en premier lieu suscité les transferts de population.

Notes et références bibliographiques

- (1) Il s'agit de la région de peuplement tamoul située à la pointe sud-est de l'Inde et qui faisait partie de la Présidence de Madras à l'époque coloniale. Le contexte démographique global est décrit dans Guilmoto (1989) A propos de l'origine des populations tamoules, en Inde ou ailleurs, voir l'encadré qui suit.
- (2) La conjoncture économique est analysée par Baker (1984). Voir également Kumar (1965).
- (3) Le rayonnement tamoul en Asie du sud-est a concerné notamment Ceylan et la Malaisie. Cf. Nilakanta Shastri (1976) et Sandhu (1962 : 21-30).
- (4) Cette période est décrite en détail par Tinker (1974). Sur le phénomène migratoire dans son ensemble, consulter également Kumar (1965 : 128-143), Tinker (1976, 1977), Waiz (1934), ainsi que les chapitres sur la migration des *Census of Madras* (de 1871 à 1931) .
- (5) Les récents ouvrages de Singaravelou (1987) font le point sur l'immigration indienne dans les Caraïbes. Voir également la *Revue Carbet* (1989) qui contient de nombreuses informations, notamment sur la Réunion.
- (6) Les Tamouls, qui immigrèrent entre 1903 et 1915, ne furent que quelques milliers parmi une majorité d'Indiens du nord. Cf. Gillion (1962 : 50-53).
- (7) Dutta (1972) montre d'ailleurs, à partir de l'analyse économétrique des flux migratoires entre l'Inde et Ceylan entre 1920 et 1938, le rôle spécifique des différentiels économiques (mesurés en salaires et niveaux de vie), supérieur au seul facteur climatique (saisons agricoles indiennes).
- (8) Les données sont extraites des tables de Peebles (1982 : 67-70) pour Ceylan et des appendices de Sandhu (1969 : 304-317). Il s'agit des statistiques des pays de destination, qui sous-estiment le plus souvent le volume des départs, d'où une surestimation du solde migratoire (cas de Ceylan en début de période). Aucune série comparable n'est disponible pour la Birmanie, qui recevait de toutes façons une majorité de non-Tamouls.
- (9) Weiner (1982) et Burki and Subramaniam (1987). Sur les différents aspects de l'émigration des Indiens qualifiés, voir également les autres contributions à ce volume.
- (10) Sur les migrations vers Ceylan, voir notamment Jayaraman (1967), Meyer (1978) et Peebles (1982).
- (11) Plusieurs centaines de milliers de Tamouls d'Inde ont depuis été accueillis (rapatriés) en Inde, pays où la plupart d'entre eux n'étaient pas nés. Leur réadaptation s'est avérée très difficile, notamment en raison de leur manque de qualification et de réseau d'insertion. Pour plus de détails sur cette dernière période, voir Guilmoto (1987) et Fries and Bibin (1984).
- (12) L'ouvrage central sur la question est celui de Sandhu (1969). Voir également Stenson (1980) et Jain (1970).
- (13) Sur les migrations vers la Birmanie, on consultera Chakravarti (1971) et Mahajani (1960).
- (14) En 1885, un document semi-officiel parle des bonnes conditions de vie des coolies à Ceylan, qui ne requièrent aucune intervention du Gouvernement (McLean, 1885 : 1, 503). Pour un bilan bien moins optimiste, et des statistiques reflétant la formidable mortalité frappant les immigrés indiens, voir notamment Marjoribanks and Marakkayar (1917: 18-21), Sandhu (1969: 85, 171) et Chakravarti (1971 : 49).

(15) La population indienne de Malaisie estimée à 744,3 milliers de personnes en 1941 passe à 599,6 milliers lors du recensement de 1946, sans que le bilan migratoire n'ait été bien élevé durant l'intervalle. La description d'une plantation de Malaisie durant l'occupation japonaise (Jain, 1970 : 297-307) permet d'entrevoir les mécanismes de la crise.

(16) Voir les exemples de villages tamouls décrits par Slater (1918) et Thomas et Ramakrishnan (1940) ; les comptes rendus des recensements décennaux dans la Présidence de Madras fournissent les détails statistiques, en particulier la mesure de la stagnation démographique affectant les districts d'émigration.

(17) Cf. Dennery (1930), Kumar (1965), Slater (1918) et Thomas and Ramakrishnan (1940).

(18) Les embarquements vers certaines directions se sont interrompus plus tôt : la Réunion (1882), Antilles françaises (1888), Natal (1911), Fidji (1916).

(19) On notera d'ailleurs que l'identité tamoule en pays d'immigration a souvent été masquée par des désignations locales imprécises comme « Malbars » (la Réunion), « K(e)lings » (Malaisie), « Sammies » (Afrique du sud), « Z'indiens » (Guadeloupe), « Kala » (Birmanie).

(20) C'est évidemment le cas dans les sociétés asiatiques où les distinctions héritées (caste, ethnie...) sont un des premiers critères de différenciation sociale. L'endogamie des groupes sociaux leur garantit l'identité historique.

(21) Sur l'immigration en Allemagne, cf. Rist (1978) et Leitner (1987). Voir également Hammar (1985) pour une perspective comparative.

(22) Comme en témoignent les facilités dont jouissent les Irlandais et, jusque dans les années soixante, les ressortissants du Commonwealth (cf. Holmes, 1982). L'histoire migratoire française est trop ancienne et complexe (Noirielle, 1988) pour permettre ici une brève interprétation.

BAHADUR SINGH (I. J.). ed. *Indians In South Asia*. Sterling, New Delhi 1984.

BAKER (C.J.). *An Indian Rural Economy 1880-1955 : The Tamilnad Countryside*. Oxford University Press, Delhi, 1984 .

BURKI (S.J.). and SWAMY (S.), « South Asian Migration to United States : Demand and Supply Factors », *Economic and Political Weekly*. XII(12), March 21, 1987, pp. 513-17.

CHAKRAVARTI (N.R.). *The Indian Minority in Burma : The rise and Fall of an Immigrant Community*. Oxford University Press, Oxford, 1971.

DENNERY (E.). *Foules d'Asie : surpopulation japonaise, expansion chinoise, émigration indienne*. Armand Collin, Paris, 1930.

DUTTA (A.). « An Econometric Study of Indo-Ceylon Labor Migration, 1920-1938: A Critique » . *Economic Development and Cultural Change*. 21(1), October 1972, pp. 142-157.

FRIES (Y.). and BIBIN (T.). *The Undesirables : Expatriation of Tamil People « of recent Indian Origin » from the Plantations in Sri Lanka*. K.P. Bagchi and co., Calcutta, 1984.

GILLION (K.L.). *Fiji's Indian Migrants : a History to the End of Indenture in 1920*. Oxford University Press, Melbourne, 1962.

GUILMOTO (C.). « Démographie et politique : les Tamouls entre Sri Lanka et l'Inde ». *Population*, n° 2, 1987, pp. 283-304.

GUILMOTO (C.). *Un siècle de démographie tamoule : Evaluation des sources et analyse de l'évolution de la population du Tamil Nadu de 1871 à 1981*. Thèse de doctorat en Démographie. Université Paris I, Paris, 1989. A paraître au CEPED.

HAMMAR (T.). ed. *European Immigration Policy : a Comparative Study*. Cambridge University Press, Cambridge, 1985.

HOLMES (C.). « The Promised Land ? Immigration into Britain 1870-1980 » in Coleman (D.A.), ed. *Demography of Immigrants and Minority Groups in the United Kingdom*. Academic Press, London, 1982, pp. 1-20.

JAIN (R.K.). *South Indians on the Plantation Frontier in Malaya*. Yale University Press, New Haven and London, 1970.

JAYARAMAN (R.). « Indian Emigration to Ceylon : Some Aspects of the Historical and Social Background of the Emigrants ». *Indian Economic and Social History Review*, 4(4), Dec. 1967, pp. 319-359.

KUMAR (D.). *Land and Caste in South India : Agricultural Labour in the Madras Presidency during the 19th Century*. Cambridge University Press, Cambridge, 1965.

LEITNER (H.). *Regulating Migrant's Lives : the Dialectic of Migrant Labour and the Contradictions of Regulatory and Integration Policies in the Federal Republic of Germany*, in Glebe (G.) and O'Loughlin (J.). *Foreign Minorities in Continental European Cities*. F. Steiner, Wiesbaden, 1987.

MAHAJANI (V.). *The Role of Indian Minorities in Burma and Malaya*. Vora and Co., Bombay, 1967.

MARJORIBANKS (N.E.) and (A.K.G.) Ahmad Tambi MARAKKAYAR. *Report of Indian Emigration to Ceylon and Malaya*. Government Press, Madras, 1917.

MASSEY (D. S.). « Economic Development and International Migration ». *Population and Development Review*, 14(3), September 1988, pp. 383-414.

McLEAN (C.D.) *Manual of the Administration of the Madras Presidency*, 3 vols. Government Press, Madras, 1885.

MEYER (E.) « Migrations internes et migrations externes à Sri Lanka (Ceylan) : une approche historique ». *L'Ethnographie*, 77-78, 1978, pp. 185-197.

NILAKANTA SASTRI (K.A.). *A History of South India : from Prehistorical Times to the Fall of Vijayangar*. Oxford University Press, Madras, 1976.

NOIRIEL (G.). *Le creuset français : Histoire de l'immigration XIX-XX^e siècles*. Seuil, Paris, 1988.

PEEBLES (P.) *Sri Lanka : A Handbook of Historical Statistics*. G.K. Hall and Co., Boston, 1984. *Revue Carbet*. L'Inde en nous. N° 9, 1989.

RIST (R. C.). *Guestworkers in Germany : Prospects for Pluralism*. Praeger, New York, 1978.

SANDHU (K.S.). *Indians in Malaya : Some Aspects of their Immigration and Settlement 1786-1957*. Cambridge University Press, Cambridge, 1969.

SLATER (G.). ed. *Some South Asian villages*. Oxford university Press, London, 1918.

SINGARAVELOU. *Les Indiens de la Caraïbe*. 3 tomes. L'Harmattan, Paris, 1987.

STENSON (M.). *Class, Race and Colonialism in West Malaysia : The Indian Case*. University of Queensland Press, St Lucia, 1980.

THOMAS (P.J.) and (K.C.) RAMAKRISHNAN, eds. *Some South Indian Villages : A Resurvey*. University of Madras, Madras, 1940.

TINKER (H.). *A New System of Slavery : The Export of Indian Labour Overseas 1830-1920*. Oxford University Press, London, 1974.

TINKER (H.). *Separate and Unequal : India and the Indians in the British Commonwealth 1920-1950*. C. Hurst, London, 1976.

TINKER (H.). *The Banyan Tree : Overseas Emigrants from India, Pakistan and Bangladesh*. Oxford University Press, Oxford, 1977.

VUDDAMALAY (V.). « Présence indienne en France. Les facettes multiformes d'une immigration invisible ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*. Volume 5, n° 3, 1989, pp. 65-75.

WAIZ (S.A.). *Indians Abroad Directory 1934*. The Imperial India Citizen Association, Bombay, 1934.

WEINER (M.). « International Migration and Development : *Indians in the Persian Gulf* ». *Population and Development Review*, 8(1), March 1982, pp. 1-36.

Le cycle migratoire tamoul, 1830-1950

Christophe GUILMOTO

Les migrations tamoules représentent le segment régional le plus important de l'émigration indienne durant la période coloniale. En 1931, plus d'un million et demi de Tamouls furent recensés dans d'autres colonies (surtout britanniques) après un siècle d'immigration. Un trait distinctif de l'émigration tamoule fut le système kangani dans lequel le recrutement et la supervision de la main d'oeuvre revenaient des contremaîtres tamouls.

Les travailleurs tamouls furent envoyés principalement vers les nouvelles plantations, mais furent également actifs dans l'économie urbaine. Ceylan, la Malaisie et la Birmanie reçurent le plus grand nombre d'entre eux. D'autres colonies (françaises notamment) n'accueillirent que quelques milliers de migrants. Après l'indépendance, les anciennes colonies dotées de groupes autochtones puissants tentèrent de se débarrasser de ce qu'elles tenaient pour un legs embarrassant de la période britannique.

Dans cet article nous essayons d'interpréter le phénomène en terme de cycle migratoire. Ce cycle est divisé en trois phases: régulation parfaite, autonomisation progressive et interruption officielle. Ces étapes du cycle correspondent à la formation graduelle d'une communauté immigrée établie dans les pays hôtes. Une telle perspective aide à analyser d'autres exemples de migrations internationales dans le monde contemporain.

The Tamil migratory cycle, 1830-1950

Christophe GUILMOTO

Tamil migration abroad was the largest regional component of Indian emigration during the colonial era. More than 1,5 million ethnic Tamils from South India were enumerated in 1931 in other (mainly British) colonies where they had poured in during the previous one hundred years. A typical feature of Tamil emigration was the kangani system in which labour recruitment from India and supervision on the plantations were in the hands of Tamil headmen.

Tamil workers were sent mainly to the newly developed plantations, but they were also active in the urban economy. Ceylon, Malaya and Burma were the main recipient countries of Tamil labour. Other colonies (including French ones) received only several thousands of workers. After independence former colonies with strong local pressure groups tried and got rid of what they saw as a disturbing legacy of the British period.

In this paper an attempt is made to interpret migration processes in terms of migratory cycle. The cycle of migration streams is divided into three phases: perfect regulation, growing independence, government-controlled termination. These stages of the cycle correspond to the progressive constitution of a permanent migrant community in receiving countries. Such a pattern can help analyse other examples of international labour migration in the contemporary situation.

Ciclos migratorios tamules, 1830-1950

Christophe GUILMOTO

La migración de los Tamules fue el componente mas importante de la emigración india en el período colonial. Más de 1,5 millón de Tamules del sur de India fueron enumerados en 1931 en otras colonias (especialmente británicas) donde se habían establecido desde el Siglo XIX. El sistema particular de contratación « kangani » facilitó las migraciones de los Tamules.

La mano de obra tamula fue enviada principalmente hacia las nuevas plantaciones, pero se encontró también en los sectores urbanos de la economía colonial. Sri Lanka, Malasia y Birmania recibieron el mayor número de los inmigrantes. Solo algunos millares de Tamules llegaron a otra colonias (entre ellas colonias francesas). Después de la independencia las poblaciones autóctonas trataron de expulsar las comunidades inmigradas.

Se presenta en este artículo una descripción de la migración internacional en términos de ciclo migratorio. El ciclo de la migración contiene tres fases : perfecta regulación, progresiva autonomía y detención final. Estas etapas corresponden a la formación gradual de una comunidad inmigrada estable y este modelo concuerda con la experiencia migratoria actual de muchos países.